

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 992

[S - C - 2001/29150]

18 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er} modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet, 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1999;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2000;

Vu le protocole du 18 décembre 2000 du Comité de négociation de Secteur IX;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E., du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les points *a)*, *b)* et *c)* de la rubrique « Maître de religion islamique » du chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux, les termes « par l'Exécutif des Musulmans de Belgique » sont remplacés par les termes « par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ».

Art. 2. Dans le même article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, il est inséré entre le chapitre H « Du personnel paramédical » et le chapitre I^{er} « Du personnel des services d'inspection » des chapitres *Hbis* et *Hter* libellés comme suit :

« Chapitre *Hbis* - Du personnel psychologique :

Psychologue, porteur du titre requis 415

Chapitre *Hter* - Du personnel social :

Assistant social, porteur du titre requis : 316 ».

Art. 3. A partir du 1^{er} septembre 2005, le chapitre *Hter* - Du personnel social - de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité est remplacé par le chapitre suivant :

« Chapitre *Hter* - Du personnel social :

Assistant social, porteur du titre requis : 216 ».

Art. 4. Entre le 1^{er} septembre 1999 et le 31 août 2005, le membre du personnel visé au chapitre *Hter* - Du personnel social - de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité bénéficie d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

a) pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement 316 et l'échelle de traitement 216;

b) pour la période du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement 316 et l'échelle de traitement 216;

c) pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement 316 et l'échelle de traitement 216;

d) pour la période du 1^{er} septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement 316 et l'échelle de traitement 216;

e) pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement 316 et l'échelle de traitement 216;

f) pour la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement 316 et l'échelle de traitement 216.

Art. 5. Dans la rubrique B « Inspection de l'enseignement de l'Etat » du chapitre I^{er} « Du personnel des services d'inspection » du même article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, il est inséré entre la rubrique « Inspecteur du personnel paramédical, porteur du titre requis » et la rubrique « Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement universitaire, porteur d'un diplôme universitaire » trois nouvelles rubriques libellées comme suit :

« Inspecteur de la discipline psycho-pédagogique dans les centres psycho-médico-sociaux, porteur du titre requis :	475 »
« Inspecteur de la discipline sociale dans les centres psycho-médico-sociaux, porteur du titre requis :	275 »
« Inspecteur de la discipline paramédicale dans les centres psycho-médico-sociaux, porteur du titre requis :	275 »

Art. 6. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1999 modifiant et complétant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, les termes « par l'Exécutif des Musulmans de Belgique » sont remplacés par les termes « par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles 1^{er} et 6 qui produisent leurs effets le 31 août 1999, de l'article 2 qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1991 et de l'article 5 qui produit ses effets le 1^{er} décembre 1975.

Art. 8. Le Ministre ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 janvier 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Fr. DUPUIS.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 992

[C — 2001/29150]

18 JANUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid artikel 1 gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 oktober 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2000;

Gelet op het protocol van 18 december 2000 van het Onderhandelingscomité van Sector IX;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. », van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs en van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2001,

Besluit :

Artikel 1. In de delen *a)*, *b)* en *c)* van de rubriek « Leermeester islamitische godsdienst » van hoofdstuk B « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs » van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, worden de woorden « door het Executief van de Moslims van België » vervangen door de woorden « door de pedagogische commissie van het Executief van de Moslims van België ».

Art. 2. In hetzelfde artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 worden tussen de hoofdstukken H « Het paramedisch personeel » en hoofdstuk I « Het personeel van de inspectiediensten » de hoofdstukken *Hbis* en *Hter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *Hbis* – Het psychologisch personeel :

Psycholoog, houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs 415

Hoofdstuk *Hter* – Het maatschappelijk personeel :

Maatschappelijk assistent, houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs 316 ».

Art. 3. Vanaf 1 september 2005 wordt hoofdstuk *Hter* – Het maatschappelijk personeel – van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 vervangen door het volgende hoofdstuk :

« Hoofdstuk *Hter* – Het maatschappelijk personeel :

Maatschappelijk werker, houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs 216 ».

Art. 4. Tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2005 krijgt het personeelslid bedoeld in hoofdstuk *Hter* – Het maatschappelijk personeel – van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 een weddeverhoging die als volgt is bepaald :

a) voor de periode van 1 september 1999 tot 31 augustus 2000, 10 % van het verschil tussen de weddeschaal 316 en de weddeschaal 216;

b) voor de periode van 1 september 2000 tot 31 augustus 2001, 20 % van het verschil tussen de weddeschaal 316 en de weddeschaal 216;

c) voor de periode van 1 september 2001 tot 31 augustus 2002, 30 % van het verschil tussen de weddeschaal 316 en de weddeschaal 216;

d) voor de periode van 1 september 2002 tot 31 augustus 2003, 47,5 % van het verschil tussen de weddeschaal 316 en de weddeschaal 216;

e) voor de periode van 1 september 2003 tot 31 augustus 2004, 65 % van het verschil tussen de weddeschaal 316 en de weddeschaal 216;

f) voor de periode van 1 september 2004 tot 31 augustus 2005, 82,5 % van het verschil tussen de weddeschaal 316 en de weddeschaal 216.

Art. 5. In de rubriek B « Inspectie van het Rijksonderwijs » van hoofdstuk I « Het Personeel van de inspectiediensten » van hetzelfde artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 worden tussen de rubriek « Inspecteur paramedisch personeel, houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs » en de rubriek « Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad, houder van een universitair diploma » drie nieuwe rubrieken ingevoegd, luidend als volgt :

« Inspecteur van het psycho-pedagogisch vak in de psycho-medisch-sociale centra,

houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs : 475 »

Inspecteur van het sociaal vak in de psycho-medisch-sociale centra,

houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs : 275 »

« Inspecteur van het paramedisch vak in de psycho-medisch-sociale centra,

houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs : 275 »

Art. 6. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1999 houdende wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, worden de woorden « door het Executief van de Moslims van België » vervangen door de woorden « door de pedagogische commissie van het Executief van de Moslims van België ».

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 1 en 6, die uitwerking hebben met ingang van 31 augustus 1999, van artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1991, en artikel 5, dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1975.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van de leden van het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 januari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

F. DUPUIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 993 (2001 — 764)

[C — 2001/27210]

7 MARS 2001. — Décret portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau. — Erratum

Dans le décret susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 17 mars 2001, aux pages 8512 et suivantes il convient d'ajouter les §§ 5, 6, et 7 suivants in fine de l'article 17 :

« § 5. Tout représentant de la Société est tenu :

1° de faire rapport au moins annuellement sur l'exercice de son mandat devant le conseil d'administration de la Société et, en tout cas, à la demande de celui-ci;

2° de répondre en tout temps devant le conseil d'administration de la Société à toute demande d'information qui lui est adressée par un commissaire du Gouvernement en ce qui concerne son mandat ou la situation de la Société dans laquelle il a été désigné comme représentant de la S.W.D.E.

Le mandat du représentant de la S.W.D.E dans la ou les sociétés pour lesquelles il est désigné prend fin de plein droit lorsqu'il perd la qualité d'administrateur, de directeur général, de directeur général adjoint ou de membre du personnel.

§ 6. Le Gouvernement peut autoriser, le cas échéant, aux conditions spéciales qu'il détermine, la Société à associer une société où elle a une prise de participation à la mise en œuvre de ses missions de service public, pour autant que la participation directe ou indirecte des autorités publiques dans cette société excède 50 % du capital et donne droit statutairement à plus de 50 % des voix et des mandats dans tous les organes de la société concernée.

La société qui, conformément à l'alinéa 1^{er}, se voit confier la mise en œuvre de missions de service public bénéficie des dispositions prévues à l'article 3 du présent décret.

Toute cession d'actions représentatives du capital, à la suite de quoi la participation directe ou indirecte des autorités publiques visées à l'aliéna précédent n'excéderait plus 50 %, est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques. Durant ce délai, tant que la condition de participation n'est pas remplie, la cession ne produit aucun effet.

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par autorité publique, la Région wallonne, ainsi que toute personne de droit public soumise à son autorité ou à son contrôle.

§ 7. Dans le cas visé au § 6, alinéa 1^{er}, la société où la Société a une prise de participations et la Société sont solidairement responsables envers la Région de l'exécution par cette société des missions de service public auxquelles elle est associée et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion avec la société où la Société a une prise de participation, conclu, mutatis mutandis, sur base des règles visées aux articles 10 et 11.

A défaut de contrat de gestion conclu entre la Région et cette société, la Société reste responsable envers la Région de l'exécution par la société des missions de service public auxquelles celle-ci est associée. »

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 993 (2001 — 764)

[C — 2001/27210]

7. MÄRZ 2001 — Dekret zur Umgestaltung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" ("S.W.D.E.") (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) — Erratum

Im oben erwähnten und im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. März 2001 veröffentlichten Dekret sind die nachstehenden Paragraphen 5, 6 und 7 am Ende des Artikels 17 auf den Seiten 8512 und folgenden hinzuzufügen:

«§ 5. Jeder Vertreter der Gesellschaft muss:

1° mindestens einmal im Jahr und auf jeden Fall auf Anfrage des Verwaltungsrates der Gesellschaft Letzterem über die Ausübung seines Mandats berichten;

2° zu jeder Zeit vor dem Verwaltungsrat der Gesellschaft auf jede Anfrage antworten, die ihm von einem Kommissar der Regierung über sein Mandat oder die Lage der Gesellschaft, in welcher er als Vertreter der «S.W.D.E.» bestellt worden ist, gerichtet wird.

Das Mandat des Vertreters der «S.W.D.E.» in der bzw. den Gesellschaften, in welcher bzw. welchen er bestellt ist, endet von Rechts wegen, wenn er seine Eigenschaft als Verwalter, Generaldirektor, stellvertretender Generaldirektor oder Personalmitglied verliert.